

**CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GUINEE EQUATORIALE A FIN
SEPTEMBRE 2006 ET PERSPECTIVES A COURT TERME
(Mise à jour du 2 mars 2007)**

I - Evolution économique et financière de la Guinée Equatoriale à fin septembre 2006

A fin septembre 2006, la situation macroéconomique de la Guinée Equatoriale a été globalement favorable, avec une croissance économique soutenue, une amélioration du compte extérieur courant, un solde budgétaire excédentaire et un raffermissement de la monnaie, nonobstant la persistance des tensions inflationnistes. Ces résultats, qui se sont matérialisés dans un environnement extérieur stable marqué par une légère appréciation du dollar par rapport à l'euro, une reprise des activités dans la plupart des pays industrialisés et une fermeté des cours du pétrole. Au plan interne, l'intensification des activités pétrolières coexisterait avec une augmentation de la production de méthanol, du gaz butane et propane et du rythme de construction des infrastructures publiques ainsi qu'une baisse de la production de grumes.

A - EVOLUTION DU SECTEUR REEL

En septembre 2006, pour la deuxième année consécutive, la Guinée Equatoriale a enregistré une croissance économique réelle soutenue à un chiffre en accord avec l'évolution des activités du secteur pétrolier. Le PIB en francs courants s'est établi à 4 592,7 milliards dont 93 % pour le secteur pétrolier; le taux de croissance en termes réels se situerait à 8,7 % (en baisse par rapport à 2005) avec un taux de croissance de 5,3 % pour le PIB pétrolier et 21,6 % pour le PIB non pétrolier. Le revenu réel par habitant augmenterait de 27,7 %. Les tensions inflationnistes persisteraient et l'indice des prix à la consommation serait de 5%.

1) Analyse de la demande

Au niveau de la demande intérieure, la consommation globale contribuerait pour 8,2 points à la croissance, grâce à la fermeté de la consommation privée (8,3 points). Celle-ci serait stimulée par le dynamisme du marché de l'emploi en milieu urbain conséquence de l'expansion de l'activité dans le secteur pétrolier et des services. D'autre part, la contribution à la croissance de la consommation publique serait de (-0,1 point), sous l'effet d'une progression des dépenses de biens et services des administrations.

La participation des investissements bruts à la croissance serait favorable (15,4 points), comme conséquence de la progression des dépenses d'équipements du secteur public et de l'augmentation de dépenses des ménages du secteur privé pétrolier.

Ainsi, le concours des investissements publics à la croissance serait favorable (8,9 points), en raison d'une augmentation des dotations budgétaires allouées aux dépenses en capital. Les dépenses d'équipement de l'Etat, porteraient en priorité sur la poursuite des chantiers publics, particulièrement dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation, de la santé, du sport, des communications et de l'agriculture.

Les investissements du secteur non pétrolier contribueraient à la croissance pour 1,6 point ; cette évolution s'explique par les projets survenus dans la branche agricole, l'élevage et la pêche, ainsi que par la poursuite de la modernisation des équipements des unités de transformation de bois et des dépenses d'équipement des entreprises du secteur des BTP pour renforcer leur capacité de production et répondre à la demande croissante tant de l'Etat, que des ménages et des sociétés pétrolières.

La participation de la demande extérieure serait négative (-15 points) en raison de la dégradation de la contribution aussi bien des exportations de biens et services non facteurs (-1,6 points) suite à la réduction des commandes à l'étranger dans le cadre des projets du secteur pétrolier et public, comme la contribution des importations de biens et services non facteurs (-13,4%)

2) Analyse de l'offre

Du côté de l'offre, l'évolution de la croissance économique au troisième trimestre 2006 est la résultante d'une expansion de la production du méthanol et du repli du pétrole brut, de la poursuite des grands travaux de l'Etat, ainsi que de la bonne tenue du secteur tertiaire, notamment la branche service financiers et immobiliers ainsi que les Administrations Publiques et du commerce.

Dans le secteur primaire, malgré la persistance des obstacles structurels au développement des activités agricoles, notamment l'insuffisance de l'encadrement des paysans, du soutien matériel et financier et d'infrastructures routières appropriées, la contribution de l'agriculture de subsistance est restée favorable (6,8 point). Cette performance est tirée par les différentes tentatives de programmes de développement du monde rural mises en œuvre par les Autorités. Quant aux cultures de rente, leur apport a été de 5,9 points, avec l'intensification du soutien des Autorités aux paysans et la revalorisation des prix aux producteurs au cours de la campagne précédente. Les projections de récolte de cacao pour la campagne 2006/2007 portent sur 3 000 tonnes contre 2 300 tonnes pour la campagne 2005/2006, soit une hausse de 30%. De son côté, la sylviculture a nullement contribué à la croissance, en relation avec la poursuite de l'application du Code Forestier. La projection pour toute l'année s'est repliée de 512 000 m³ en 2005 à 493 100 m³ en 2006 (-3,7%). En revanche, les bois débités augmenteraient de 6,2% passant de 46 400 m³ à 49 300 m³. Le secteur pétrolier contribuerait pour -2,9 points sous l'effet de la régression de 4,3 % de la production de pétrole brut, qui passerait de 18,2 millions de tonnes en 2005 à 17,4 millions de tonnes en 2006.

Dans le secteur secondaire, la production de méthanol augmenterait de 50%, passant de 1377 200 tonnes en 2005 à 2 078 100 tonnes en 2006. Soit une contribution à la croissance de 7,7 points contre 2,8 points en 2005. Le secteur de l'énergie (électricité, gaz et eau) a contribué pour 0,5 point à la croissance sous l'impulsion du renforcement de la capacité de production des centrales électriques. L'apport des bâtiments et travaux publics (BTP) serait positif de 2,1 points, sous l'hypothèse d'une augmentation des ressources budgétaires allouées à la construction des infrastructures du pays; tandis que les industries manufacturières ont contribué nullement à la croissance.

Dans le secteur tertiaire, le concours des activités commerciales, de la restauration et du tourisme d'affaires serait de 0,1 point, en relation avec le manque de données statistiques fiables dans cette branche malgré la progression des activités du secteur pétrolier, la hausse des revenus des ménages et la mise en exploitation des nouveaux complexes hôteliers.

3) - Evolution de l'inflation

L'évolution du niveau général des prix a été caractérisée par la persistance des tensions inflationnistes. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des ménages nationaux suivi par la Direction Générale des Statistiques et des Comptes Nationaux s'est fixé à 5,0 % en moyenne annuelle en 2006, soit le même niveau qu'en 2005.

Les principales composantes ayant sensiblement évolué sont les frais d'hôtel et de restaurant, l'habillement, le logement, les transports et l'équipement. La persistance des tensions inflationnistes s'explique par la fermeté de la demande intérieure, soutenue par les recrutements dans la fonction publique, la création d'emplois dans la construction et le renchérissement des prix des carburants (essence de 340 à 460 FCFA et gasoil de 280 à 320 FCFA).

Il y a lieu de rappeler par ailleurs que le problème du panier de référence est d'actualité. Les pondérations utilisées par la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux, datant depuis l'année 1986, ne reflètent plus la réalité des évolutions récentes.

B - SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

La gestion des finances publiques au troisième trimestre 2006 s'est soldée par un excédent budgétaire global, base engagements et hors dons de 826 421 millions à fin septembre 2006 contre 594 855 millions un an auparavant. Cet excédent de ressources a permis à l'Etat le règlement de la dette extérieure à hauteur de 23 889 millions ainsi que les arriérés extérieurs à hauteur de 2 599 millions.

Ainsi, les recettes budgétaires totales recouvrées se sont élevées à 1 411 799 millions à fin septembre 2006, en hausse de 145 % par rapport aux réalisations budgétaires de l'année précédente et de 110 % par rapport au budget initial de l'exercice 2006. Cette performance est le fait principalement de l'augmentation de 110 % du taux de réalisation de recettes pétrolières. Celles-ci ont atteint 1 287 950 millions, soit 109 % de réalisation par rapport au budget initial 2006 en relation notamment avec la hausse continue des prix du baril, conjuguée avec l'augmentation de la quote-part qui revient à l'Etat. Dans le domaine des dépenses publiques, la politique poursuivie est basée sur un accroissement significatif de ressources destinés aux dépenses des infrastructures de base, notamment les secteurs sociaux (santé, éducation...). Toutefois, des dépassements importants ont été constatés par rapport aux prévisions budgétaires initiales de 2006, tout en restant globalement dans les limites du budget rectificatif.

C - SITUATION DES ECHANGES EXTERIEURS

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit du compte courant est revenu de 460,5 milliards au 30 décembre 2005 à 363,5 milliards douze mois plus tard. Cette évolution s'expliquerait par l'augmentation de l'excédent commercial qui a largement compensé la progression du déficit des services, du compte des revenus et du compte de transferts courants.

Au total, l'excédent du solde global de la balance des paiements serait de 516,2 milliards, contre 723,5 milliards en 2005. Cet excédent de ressources servirait à une hausse des réserves officielles de 507,5 milliards de FCFA et à une réduction d'arriérés extérieurs de 30,9 milliards de FCFA.

En ce qui concerne la dette publique, comme conséquence de la renégociation de la dette italienne, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires augmenterait passant de 1,1% à 1,9% ainsi que celui du service de la dette par rapport aux exportations qui serait passé de 0,7 à fin 2006 à 0,4% douze mois plus tôt ; le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB chuterait de 4,1% à 2,2%.

II - Perspectives économiques et financières de la Guinée Equatoriale pour l'année 2006.

Les perspectives d'évolution de l'économie équatoguinéenne en 2006 s'inscrivent dans un contexte international caractérisé par une légère appréciation du dollar par rapport à l'euro, une reprise des activités dans la plupart des pays industrialisés et une fermeté des cours du pétrole. Au plan interne, l'intensification des activités pétrolières coexisterait avec une augmentation de la production de méthanol, du gaz butane et propane et du rythme de construction des infrastructures publiques ainsi qu'une baisse de la production de grumes.

Sur cette toile de fond, la politique économique et financière du Gouvernement porterait sur la promotion de la transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers, l'alignement des dépenses publiques à la capacité d'absorption de l'économie, la poursuite des efforts de diversification de l'économie, l'amélioration des capacités de gestion de l'économie, le développement des infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) et la réduction de la pauvreté.

En 2006, pour la deuxième année consécutive, la Guinée Equatoriale enregistrerait une croissance économique réelle soutenue à un chiffre, au même niveau qu'en 2005, en accord avec l'évolution des activités du secteur pétrolier. Le revenu réel par habitant augmenterait. Les tensions inflationnistes persisteraient et resterait stables par rapport à 2005, et l'indice des prix à la consommation se stabiliserait.

En 2007, la robustesse de la croissance économique s'expliquerait principalement par une bonne tenue de la demande intérieure soutenue par une progression de la consommation globale qui participerait à la croissance à hauteur de 6,6 points grâce essentiellement à la fermeté de la consommation privée (6,1points). Celle-ci serait stimulée par le dynamisme du marché de l'emploi en milieu urbain qu'induirait l'expansion de l'activité dans le secteur pétrolier et des services. De son côté, la contribution à la croissance de la consommation publique serait positive (0,4 point), sous l'effet d'une progression de dépenses de biens et services des administrations en liaison avec une politique budgétaire plus expansionniste